

Lettres de lecteurs

«Préserver les racines»

À propos du symposium «Bio 3.0» du 1^{er} décembre 2016

En annonçant «Le secteur biologique suisse veut poser aujourd'hui des jalons pour demain. Participez vous aussi à cette réflexion!», le symposium «Bio 3.0 – Visions pour le secteur et la consommation bio» a rassemblé à Berne un vaste public. À part quelques bons exemples éparpillés, la vision 3.0 n'a été ce jour-là présentée qu'à grands traits alors que les questions critiques étaient généreusement mises entre parenthèses. Comment le mouvement bio se positionne-t-il à propos de l'intervention dans la cellule? Et par rapport à la toujours plus forte dépendance de l'agriculture (bio)logique à l'égard du pétrole? Et au sujet de la «vision» d'un «traitement» des animaux et des plantes robotisé et guidé par GPS? Ce seraient d'après nous les questions centrales qui auraient dû être discutées. Mais aussi: quelles sont les idées et les idéaux d'une agriculture biologique? (Quand) Sommes-nous prêts à faire des compromis?

Au lieu de ça, la journée s'est focalisée sur une transformation du marché. Mais y a-t-il vraiment besoin avant tout d'un travail de persuasion et d'un marketing plus pointu? N'avons-nous pas bien plus besoin d'esprits critiques, de valeurs claires et d'actions cohérentes? Et aussi de respect pour la nature et de reconnaissance à l'égard de la Terre? C'est ainsi que l'agriculture biologique pourra être une alternative crédible à une agriculture toujours plus orientée selon des critères industriels et contrainte de considérer l'avantage économique comme seul point d'orientation.

Avoir «La Suisse, Pays Bio» comme vision du futur nous paraît absolument valable, mais nous ne devons pas viser ce but en faisant des compromis avec nos bases vitales. Un arbre en pleine croissance doit veiller à ses racines s'il veut rester debout. Exactement de la même manière, l'agriculture doit être pensée à partir du sol, notre base vivante. Ne serait-ce pas alors aussi anticipation et prévoyance intelligentes si la recherche, la vulgarisation et la formation du secteur agricole réunissaient de nouveau les valeurs matérielles et immatérielles qui caractérisent une véritable agri-culture? Pour que Bio 3.0 prenne en compte à égalité la tête, la main et le cœur.

Claudia Meierhans et Martin Köchli, participants au symposium 3.0, au nom de Bioforum Schweiz et de nombreux paysans et paysannes

«Situation win-win pour tous»

À propos du thème «le bio et le social»

Je travaille dans une ferme avec des personnes légèrement handicapées. Nous leur offrons une maison et un travail utile. Je suis convaincu que la nature est une oasis pour ces gens. Le contexte social et l'agriculture vont bien ensemble. Un des buts de Bio Suisse pourrait être de relier plus étroitement ces deux points. Si on pense de manière tout à fait pratique à un produit qui respecte les règles biologiques et en plus a été fait par des personnes qui ont un handicap, cela pourrait aussi réveiller

l'intérêt des consommateurs. Avoir davantage de ponts entre Bio Suisse et les institutions sociales serait une situation de type win-win pour l'agriculture, les consommateurs et les personnes avec un handicap.

Daniel Röthlisberger, Affoltern im Emmental

«De grâce, davantage de visions!»

L'AD d'avril 2016 ne voulait rien savoir d'une augmentation des contributions liées aux grandes cultures par de l'argent venant des comptes ordinaires de la Fédération bien qu'il ait été clair que les moyens à disposition ne peuvent financer qu'à peine la moitié des projets pour les grandes cultures.

Et juste un semestre plus tard, lors de l'AD de novembre, il y avait subitement de grandes palabres et inquiétudes parce que la vague de reconversions – en réalité souhaitée depuis longtemps – de domaines romands de grandes cultures semble prendre de l'ampleur depuis cette année et poser de nouveaux défis pour l'écoulement des produits des grandes cultures.

Et juste un semestre plus tard, lors de l'AD de novembre, il y avait subitement de grandes palabres et inquiétudes parce que la vague de reconversions – en réalité souhaitée depuis longtemps – de domaines romands de grandes cultures semble prendre de l'ampleur depuis cette année et poser de nouveaux défis pour l'écoulement des produits des grandes cultures.

Non, se réjouir du malheur des autres n'a pas sa place ici et ne nous mènerait pas plus loin! Cependant: Au lieu que chacun s'occupe de son propre jardin et ne se préoccupe guère de ce qui se passe de l'autre côté de sa clôture, il faudrait que les organisations membres et leurs délégués réfléchissent de manière plus visionnaire et à long terme pour l'avenir. C'est seulement comme ça que notre Fédération pourra regarder vers l'avenir tranquillement et paisiblement sans courir à plus ou moins long terme le risque d'être rattrapée et écrasée par la réalité.

Maurus Gerber, La Sagne VD

Envoyez-nous SVP vos lettres de lecteurs à redaction@bioactualites.

BIO

Actualités

Nous cherchons des auteurs et des auteures!

Si vous êtes p. ex. une paysanne ou un spécialiste des denrées alimentaires, si vous vivez en Romandie ou au Tessin et si vous y avez un réseau et que vous vous y connaissez dans les thèmes bio qui concernent l'agriculture et la transformation, et qu'en plus vous écrivez aussi bien que volontiers, nous nous réjouissons de votre prise de contact! Les italophones auront un avantage pour communiquer avec la Rédaction s'ils parlent en plus français, allemand ou anglais.

Katharina Scheuner
katharina.scheuner@bio-suisse.ch, Tél. 061 204 66 63

Lettre de lecteur

«Étonné par l'agressivité du ton»

Je perçois l'ambiance de la scène bio comme très constructive. Les interventions agressives lors de l'AG du GI BPB me surprennent d'autant plus. Je comprends le mécontentement, mais accuser ne mène nulle part. Le problème est que les acheteurs exigent pour la même couverture de grasse une plage plus étroite pour le poids mort. La solution se trouve dans des thèmes émotionnels, la génétique et l'affouragement. J'essaie de fournir les carcasses demandées avec de l'Hinterwälder pure. En tant

qu'éleveur et sélectionneur, j'ai de la compréhension pour tous ceux qui ne veulent pas de croisements dans leurs troupeaux. Je comprends aussi tous ceux qui renoncent à donner du maïs ou des céréales et qui donc n'atteignent pas assez vite la couverture de grasse voulue. Surtout si les aliments sont charriés de la plaine vers la montagne. Les acheteurs doivent comprendre que cela contredit la pensée bio. Je souhaite au Comité d'avoir la volonté de tenir bon et d'être habile dans les négociations.

Res Moser, Oberstammheim ZH

Je vous le dis

«Le soleil doit briller pour tous»

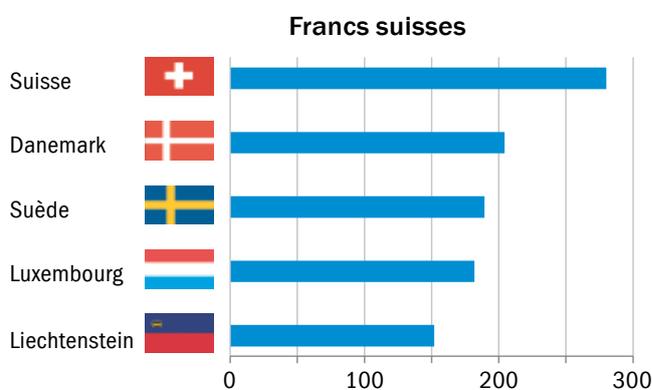
Cette année, le nombre de reconversions à l'agriculture biologique a connu une forte augmentation. Cette évolution est certes réjouissante, mais elle pose un certain nombre de questions. En particulier au niveau de la régulation des marchés: les premiers signes d'engorgement se font sentir, en particulier dans le tournesol, colza et soja. Jusqu'à présent, l'augmentation des volumes de production a pu être absorbée par l'accroissement des ventes. Mais si l'on ne fait rien pour juguler l'offre on arrivera à des excédents pour certains produits. L'agriculture biologique n'est pas au-dessus des marchés et elle est menacée par les mêmes mécanismes ravageurs qui sévissent actuellement dans le secteur laitier conventionnel. La grande distribution a une situation dominante sur le marché et elle ne fait pas dans la philanthropie. J'espère qu'une solution de gestion des quantités soit trouvée entre les différents acheteurs et gérée par la profession. Contraindre les producteurs à produire toujours moins cher, c'est rentrer dans une spirale infernale. Dans un tel climat, les petits producteurs disparaissent, les grands deviennent toujours plus grands et finissent eux aussi par abandonner la production car ils se rendent compte que les prix ne couvrent plus

les charges. Ne laissons pas cette situation se développer dans l'agriculture biologique. Restons solidaires et vigilants, car le bio qui est produit en Suisse doit permettre à tout le monde, petits et grands, de gagner sa vie. Mon souhait est que les grands distributeurs prennent conscience que derrière l'achat de ces produits, il y a des producteurs qui doivent vivre correctement de leur métier.



Claude Peguiron,
Mex VD

Dépenses pour le bio



On a dépensé en Suisse en 2015 280 francs par année et par habitant pour des produits bio, soit 10 francs de plus qu'en 2014. Les consommatrices et consommateurs suisses sont donc ainsi une nouvelle fois sur la première marche du podium mondial. Helga Willer du FiBL: «On resterait au premier rang même si les chiffres étaient pondérés par le pouvoir d'achat.» Le pouvoir d'achat étant la partie du budget du ménage qui reste une fois déduites toutes les dépenses courantes, il varie forcément d'un pays à l'autre.

Le livre annuel des statistiques du FiBL «The World of Organic Agriculture» montre que l'agriculture biologique a des taux de croissance susceptibles de battre des records dans presque tous les domaines. Pour cet ouvrage annuel en anglais, les deux auteures Helga Willer et Julia Lernoud du FiBL ont rassemblé des données provenant de 179 pays. Il peut être téléchargé gratuitement ou acheté en version imprimée pour 27,5 francs dans la boutique du FiBL. *fra*

→ www.shop.fibl.org > n° comm. 3503 / → www.organic-world.net



Lettres de lecteurs

«Marques auriculaires: une inégalité entre équins et bovins»

Nous avons reçu une obligation de mise en conformité de la part du Service vétérinaire car nos deux bovins ne portaient pas de marques auriculaires. Il est faux de dire qu'ils ne sont pas identifiés. Nos vaches sont dûment enregistrées auprès de la BDTA. Leur première marque auriculaire ayant été arrachée au pâturage, nous avons préféré garder la nouvelle dans un lieu sûr.

Les bovins peuvent réduire à néant les arbres non protégés. Nos bêtes pâturent dans un parc arborisé. Les arbres sont entourés de constructions en bois pour les sauvegarder. Il est impossible, dans ces circonstances, de leur expliquer qu'il ne faut pas se frotter les oreilles contre ces constructions. Il ne s'agit pas d'une négligence de notre part mais de l'impossibilité pour nous d'appliquer cette règle pour des animaux destinés à vivre longtemps encore dans des pâturages ombragés en été.

En ce qui concerne les marques auriculaires, si elles sont en général admises, elles peuvent être la cause de douleurs pour les veaux nouveau-nés (puisque elles sont obligatoires depuis la naissance) qui sont placés sous la garde de leur mère. Celle-ci les lèche abondamment, pas seulement lors de la naissance, mais aussi par la suite. Les oreilles sont l'objet d'une grande attention et chaque coup de langue sur cette marque fait mal. Par ailleurs, ces marques ne sont pas adaptées à la dimension de cette petite oreille. Il nous semble dès lors qu'elles ne devraient pas être obligatoires dès la naissance.

Nos marques auriculaires sont à disposition en cas de nécessité en lieu sûr, là où elles ne sont pas menacées de disparition sur les oreilles de nos vaches en liberté. Pourquoi ne pas mettre sur un pied d'égalité équins et bovins et doter également ces derniers d'une puce électronique?

Claire Thévenaz-Berney
Fiez VD

«Pas de liberté entrepreneuriale»

L'émission de la Télévision suisse sur le suicide des paysans m'a remué. J'aimerais, en tant qu'agriculteur concerné (pas menacé de suicide mais sous une incroyable pression économique), contribuer à la formation de l'opinion. Pour faire court: Les paysans sont eux-mêmes fautifs, en tant qu'entrepreneurs ils doivent porter la responsabilité entrepreneuriale. Mais justement pas! Aucun agriculteur ne porte seul toute la responsabilité de sa misère financière. L'agriculteur n'a pas de liberté entrepreneuriale. La seule liberté qu'il a est le choix de la camisole de force (l'orientation de l'exploitation) qu'il veut porter. À partir cette décision, des milliers de lois et de prescriptions prennent le relais. L'orientation du domaine détermine le type d'investissements qui doivent être faits pour être attractif sur le marché. Chaque franc de crédit d'investissement dépensé en Suisse reçoit la bénédiction préalable de l'État.

L'État et la société portent ainsi une part de responsabilité dans les erreurs d'orientation évidentes faites par de nombreux agriculteurs. Les services de conseils sont organisés par les cantons. C'est la vulgarisation qui a laissé l'agriculture investir dans le lait. Or maintenant les investissements sont faits... C'est la vulgarisation qui a fait croire que l'engraissement des porcs était rentable. Or maintenant les investissements sont faits... (suite ad libitum).

Le nombre de fermes avec revenus accessoires est impressionnant. Avoir un revenu accessoire signifie que ce qu'on fait jour après jour à la ferme ne suffit pas pour vivre. Et même pas pour honorer le service de la dette. On doit en plus travailler en dehors de la ferme. Conséquence? Surmenage. Personne ne peut fournir plus de 100 pourcents pendant de nombreuses années. Représentez-vous une charge de travail de 70 à 100 heures par semaines (y compris le revenu accessoire), et tout ça sans vacances et avec très peu de grasses matinées. Voilà à quoi on est réduit – aussi chez nous.

Une grande partie du revenu de nombreux domaines vient des paiements directs, mais ils sont encore et toujours considérés par erreur comme des subventions. Ces paiements sont aujourd'hui en grande partie liés à des prestations concrètes et de nombreuses fermes se sont orientées d'après cela. L'argent est ensuite réparti avec trois échéances de paiement – à partir de juin. Et qu'en est-il des six premiers mois de l'année? La proportion de paiements directs dans le revenu total représente jusqu'à 50 pourcents dans de nombreuses fermes. Pour assurer leurs liquidités, ces fermes auraient besoin d'un premier paiement au plus tard en mars. Si ce n'est pas le cas, nombre de producteurs se retrouvent année après année dans la situation décourageante de devoir demander aux assurances et aux autres institutions de reporter à la fin du mois de juin la première échéance de paiement. Je fais chez nous année après année les mêmes expériences absurdes.

Agriculteur est le plus beau métier. Nous avons la possibilité de soigner et d'entretenir le sol de cette Terre et de l'utiliser pour nourrir nos semblables. Nous aménageons la nature, le véritable habitat de l'homme. C'est la tâche et la compétence centrales de l'agriculteur. Je souhaite pour ma part que la société prenne conscience de la valeur de ces compétences et les honore correctement. Si ça ne va pas via les prix aux producteurs pour des raisons de concurrence commerciale, alors que ça passe par d'autres mesures adéquates. La Suisse a besoin d'une paysannerie en bonne santé, faute de quoi elle perdra son identité.

Urs Altmann
Kerzers BE

Version intégrale (en allemand)
www.bioaktuell.ch > Magazin > Leserbriefe

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Lettres de lecteurs

À propos de l'article: «Cultiver sans labourer: Bon pour le sol, bon pour le climat», Bioactualités 6 | 17

«Les rendements sont plus importants que la protection du climat»

Je cultive un domaine de grandes cultures bio avec des sols lourds comme ceux des parcelles d'essais de Frick. Cultiver sans labourer représente chez moi une augmentation des risques de baisses de rendements. Mon premier but reste cependant d'obtenir chaque année le meilleur rendement possible. Diminuer les rendements à cause du travail du sol doit s'immiscer dans la comptabilité économique et se compenser les années suivantes par de meilleurs rendements ou par une baisse des coûts. Cultiver sans labourer ne doit pas non plus provoquer une augmentation des mauvaises herbes, sinon ces coûts supplémentaires doivent aussi être inclus dans les calculs de rentabilité.

Se focaliser sur le climat et sur l'augmentation de l'humus comme puits de carbone n'est pas un problème en soi, mais l'agriculture ne devrait pas être obligée de cultiver sans labourer seulement pour augmenter la fixation du CO₂, car la production de denrées alimentaires et fourragères a la priorité sur la résolution des problèmes plus généraux. L'agriculture doit apporter sa contribution là où elle le peut – mais sans négliger sa fonction prééminente de production alimentaire.

Markus Bopp
Otelfingen ZH

«20 pourcents d'humus de plus en trois ans»

Je peux confirmer les résultats du FiBL. J'ai utilisé un automate pour prélever des échantillons de terre de 18 centimètres de profondeur pour les faire analyser selon le procédé Kinsey pour connaître leur teneur en carbone. Cette teneur et les quantités d'humus ont augmenté dans toutes les parcelles. La teneur moyenne en humus de mes terres a augmenté de 21,9 % en seulement trois ans. Il est vrai que le niveau de départ était bas, environ 2 % d'humus en profondeur dans les sols, mais cette progression jusqu'à 3 % en trois ans est tout de même remarquable. J'ai atteint ces résultats sur mes 18 hectares en généralisant le travail superficiel du sol, les sous-semis, les cultures intercalaires et le compostage systématique du fumier selon Walter Witte. Le système Witte produit un «compost CM», c.-à-d. un compost avec une carbonisation microbienne qui décompose la matière organique et la fixe au lieu de la chauffer en la brassant. Il faudrait favoriser ces méthodes agronomiques! Les 40 ans de l'essai DOC ont bien prouvé que tous les systèmes vivent à crédit sur la consommation des réserves de carbone – même la variante Demeter qui en consomme pourtant le moins.

Walter Zumbühl
Altbüron LU

«Diminutions des paiements directs à cause des rumex et des chardons»

J'ai lu avec plaisir l'article sur l'agriculture sans labour. Voilà sept ans que je suis en biodynamie sans labour, ce qui a fait augmenter la biodiversité dans mes champs. Ce que je comprends par là, et vous peut-être aussi, c'est que de nombreuses adventices se glissent dans les places libres entre les plantes cultivées. Et c'est justement ça le problème. Pas de mon point de vue, mais de celui des services de l'agriculture. Cette année je vais devoir couper les chardons et arracher les rumex alors qu'ils sont à la fois des plantes indicatrices et des plantes qui résolvent les problèmes. Je trouve que les ordonnances qui obligent les agriculteurs à maintenir leurs champs nets de toute mauvaise herbe ne sont plus d'actualité et doivent être modifiées.

Les plus récentes études montrent que les sols ont besoin d'un certain temps pour retrouver l'équilibre quand on augmente leur activité biologique. On devrait prévoir une période transitoire d'environ dix ans pendant laquelle les mauvaises herbes auraient le droit de pousser. Nous avons appris lors du cours de Dietmar Näser sur le sol qu'il n'y a pas de moyens de lutter directement contre ces deux «très mauvaises» herbes. Elles n'apparaissent que quand elles trouvent des conditions idéales, c.-à-d. des sols compactés. Or un sous-solage peut provoquer davantage de dégâts que de progrès. Et avec le travail du sol sans labour il faut du temps jusqu'à ce que les racines pivotantes profondes de certaines plantes arrivent à disloquer l'ancienne semelle de labour. D'ici là les retenues sur les paiements directs auront déjà creusé de gros trous ou, encore plus grave, provoqué en cas de récurrence la suppression de tous les paiements directs. Or il faudra malheu-

reusement encore quelques années – voire des décennies – jusqu'à ce que la politique agricole prenne conscience de ce problème et décide de modifier l'ordonnance dont l'art. 16, al. 1, let. b dit que les surfaces fortement infestées de mauvaises herbes à problèmes doivent être exclues de la surface agricole utile. Jusque là les agriculteurs comme moi subiront un fort vent contraire bien qu'on travaille pour le bien du sol – au point d'accepter des baisses de rendement. Je n'ai pour l'instant reçu qu'une menace du service de l'agriculture de voir mes paiements directs raccourcis si je n'éliminais pas mes chardons et mes rumex dans les dix jours. Un collègue s'est par contre vu retirer les contributions à la surface pour la parcelle concernée. Et l'ordonnance précise que le montant supprimé sera doublé en cas de récurrence et que la troisième fois la contribution totale serait supprimée avec une amende à la clé.

Egon Tschol
Wilchingen SH



Non-labour: Des problèmes d'adventices?

Pratiquez-vous un travail réduit du sol et avez-vous des problèmes d'adventices – jusqu'à des retenues sur les paiements directs?

Nous sommes intéressés par vos expériences sur ce thème et nous vous prions de nous envoyer vos réactions à

→ redaction@bioactualites.ch

Lettre de lecteur

«Axalp: Une gestion novatrice»

Complément pour l'article «Colère sur l'alpe», Bioactualités 4 | 16

Plus le temps passe, moins les alpages sont gérés par des grands-parents, oncles, frères et sœurs ou cousins – et les salaires ont augmenté. La mutation structurelle a provoqué une augmentation de la taille des fermes aussi bien en plaine qu'en montagne. Cela implique que toujours moins d'unités de main-d'œuvre doivent s'occuper de toujours plus d'animaux. Les travaux en commun comme l'entretien des clôtures, des abreuvoirs et des bâtiments ainsi que la régulation des mauvaises herbes problématiques ont diminué. Les actuelles 3 heures par pâquier normal suffisent juste pour les travaux d'infrastructure. Le temps et la force ne suffisent plus pour maîtriser revenu accessoire, conservation des fourrages de plaine, travaux communautaires et maîtrise des mauvaises herbes problématiques. La pression de l'embuissonnement est surtout très forte le long des lisières de forêts, mais aussi à d'autres endroits particuliers. Et la diversité et le nombre de bêtes estivées ont diminué. Avant il y avait aussi des chevaux, des ânes et des chèvres, et aujourd'hui il n'y a quasiment plus que des bovins. Une charge en bétail adaptée est très importante pour la maîtrise de la pression de l'embuissonnement et des mauvaises herbes. Seule une pression de pâture suffisante permet de faire brouter suffisamment bas.

Un progrès décisif pourrait être atteint sur l'Axalp grâce à une nouvelle ordonnance d'exploitation. Vu qu'avant le bétail alpe sur les surfaces d'estivage était traité comme «bétail commun» et que les divisions des pâturages étaient strictement taboues, la gestion des pâturages ne pouvait pas être optimisée. Tout a changé depuis que la surface d'estivage a été divisée pour l'utilisation. Les surfaces attribuées ne sont pas en propriété et les limites ne sont pas fixes, mais cette répartition permet une utilisation beaucoup mieux adaptée que cela n'était possible avec les méthodes traditionnelles. Il s'agit là d'un changement très impressionnant et éclairant. La nouvelle utilisation impose beaucoup de doigté, de tolérance et de confiance. Il suffit d'un seul agriculteur qui oppose son veto pour faire capoter l'affaire et réclamer que l'on en revienne à l'ancien règlement d'alpage.

Une chose est restée la même malgré le changement du système de pâture, c'est la gestion des mauvaises herbes problématiques. L'Axalp a conservé la règle qu'il vaut mieux arracher les plantes (avec des gants pour certaines plantes toxiques). Car les traitements chimiques au plante-à-plante ainsi que les traitements généralisés ne suffisent souvent pas pour lutter efficacement à long terme contre les mauvaises herbes problématiques. Et si on ne modifie par l'exploitation, la répétition des traitements chimiques reste sans effets et engendre du travail, des coûts et des dangers pour sa propre santé et pour l'environnement. Sans compter que l'utilisation d'herbicides dans les régions d'estivage est aussi un risque pour l'image des produits d'alpage sains et purs. La lutte manuelle donne tout d'abord davantage de travail, mais elle est sur la durée la seule possibilité de réprimer durablement les mauvaises herbes problématiques. La réussite passe par une utilisation bien adaptée.

Stefan Schürmann
Altwis LU

Je vous le dis

L'art de la fertilisation

Max était un bon paysan bio. Il labourait avec les chevaux chaque fois que c'était possible. Il avait une épandeuse à fumier de 2 CV et nous arrachions les pommes de terre avec les chevaux. Nous n'étions pas d'accord quand nous parlions du nitrate. Il citait toujours le pionnier bio Hans Müller: «Le nitrate de la matière organique n'est pas le même que celui des engrais chimiques. Le premier est bon mais pas le second.»

Les paysans bio profitent autrement des surplus d'éléments nutritifs. Ils peuvent couvrir jusqu'à 50 % de leurs besoins avec des engrais de fermes conventionnelles – et même jusqu'à 80 % avec une autorisation spéciale. Les déchets de méthanisation et les engrais de recyclage sont appréciés, autorisés jusqu'à 50 % des besoins, peu importe la provenance s'il n'y a pas d'OGM.

Les plantes cultivées ont besoin d'éléments nutritifs. La fertilisation ciblée et respectueuse de l'environnement se base sur une analyse de terre fiable, le choix du bon engrais et du bon moment pour l'épandre. Les engrais azotés organiques peuvent, suivant leur provenance, contenir des médicaments, des pesticides ou des microorganismes pathogènes. Ils sont impénétrables et souvent pas disponibles au bon moment. C'est donc surtout dans les cultures maraîchères que l'azote de synthèse a des avantages.

On dit que la production d'azote de synthèse consomme beaucoup d'énergie. Or les engrais naturels sont transportés sur de longues distances. En agriculture bio, les distances sont limitées mais le compost, le fumier de volaille et les substrats de champignonnières peuvent être transportés sur 80 km, le fumier et les digestats solides sur 40 km et le lisier et les digestats liquides sur 20 km. Aucune trace des fameux cycles tant vantés!

L'agriculture serait plus efficace si les cultures maraîchères

bio ou les fermes de grandes cultures bio sans bétail pouvaient utiliser de l'azote de synthèse. Ce n'est pas l'engrais chimique qui est le problème mais la démesure. La forte production de denrées animale permise entre autres par les importations d'aliments fourragers nuit à l'environnement et au climat et gaspille beaucoup d'énergie.



Marianne Bodenmann
Pusserein GR

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.

Nécrologie



«Ferme et optimiste»

Décès de Fritz Baumgartner, agriculteur et cofondateur du FiBL

Fritz Baumgartner est décédé dans sa 89^{ème} année à Bärau im Emmental. Fritz Baumgartner a fait bouger énormément de choses dans sa vie. Il a été un des sept fondateurs de la «Fondation suisse pour l'encouragement de l'agriculture biologique» qui a créé et porté le FiBL. Le premier bureau du FiBL était en 1974 sur son domaine agricole d'Oberwil, le Bruderholzhof, qu'il avait en outre mis à disposition pour les essais. Fritz Baumgartner et sa femme Anneli ont cultivé ce domaine en biodynamie jusqu'en 1982, puis ils sont retournés dans la grande ferme de La Branche à Mollie-Margot VD qu'ils avaient constituée en 1964 déjà avec un home de pédagogie curative. Ils ont dirigé cette ferme pendant 16 ans, puis c'est le plus jeune fils, Res, qui l'a reprise en 1998. Pendant ces presque 35 années, Fritz et Anneli Baumgartner ont transmis à plus de 100 apprentis leurs connaissances et leur enthousiasme pour l'agriculture biodynamique. Lors de la création de l'Association suisse des organisations d'agriculture biologique (ASOAB, aujourd'hui Bio Suisse), Fritz était président de l'Association pour la biodynamie et il a fortement contribué à ce que les paysans et paysannes biodynamiques et organo-biologiques s'unissent pour former une fédération.

Fritz a siégé au conseil de fondation sans interruption de 1973 à 2007. Il a tout vécu: Le FiBL dans sa ferme, puis dans la petite villa de la Bottmingerstrasse, puis à Bernhardsberg à Oberwil et enfin ici à Frick. Cet agriculteur biodynamique faisait aussi partie du groupe de suivi de l'essai DOC. Au conseil de fondation, il était pour moi comme un arbre: ferme, fort, protecteur, optimiste. Il a toujours eu foi dans le FiBL – dans les bons comme dans les mauvais jours. Lors des séances, il avait souvent un sourire encourageant et il pouvait se lancer subitement dans des exposés qui expliquaient le monde entier.

C'est avec la plus grande reconnaissance que le FiBL repense à lui. Sans lui nous ne serions pas là. Parmi les personnalités fondatrices, c'est Fritz qui disait qu'on avait sans l'ombre d'un doute besoin d'un institut de recherche. Et quand il disait quelque chose, cela devait se faire.

Urs Niggli, Directeur du FiBL
Frick AG

Lettre de lecteur

«Permaculture au lieu de lisier contaminé»

À propos de «Je vous le dis»: «L'art de la fertilisation»,
Bioactualités 8 | 17

L'article «L'art de la fertilisation» de la rubrique «Je vous le dis» a brisé un tabou, mais je trouve très courageux et intéressant d'oser parler d'engrais azotés de synthèse en agriculture biologique.

Une des préoccupations de base de la plupart des consommateurs est pourtant d'acheter des denrées alimentaires produites sur une base naturelle, notamment et même surtout pour des raisons de santé personnelle. Comment pourrait-on encore se démarquer du label de la PI si on utilisait de l'azote de synthèse? Ce label argumente bel et bien entre autres qu'on ne fertilise et ne traite que jusqu'à concurrence du «nécessaire».

Sur le plan des engrais azotés organiques, je tirerais d'autres conséquences et j'interdirais aux fermes bio d'utiliser du fumier et du lisier conventionnels. Pourquoi imposer d'un côté une alimentation animale cent pourcents biologique et permettre de l'autre de donner à ses cultures des éléments nutritifs provenant d'engrais de ferme contaminés? Je ne vois en outre aucun avantage écologique dans le cas des domaines sans bétail qui achètent des engrais organiques à des collègues qui assurent à leur place la «pollution de l'environnement». Et je trouve encore plus grave quand les engrais du commerce autorisés en bio proviennent d'autres continents.

Je suis d'avis que les effectifs des animaux agricoles doivent diminuer en Suisse. Et j'ajoute que je ne vois qu'une seule solution judicieuse pour l'agriculture biologique sans bétail, c'est la permaculture. Peut-être que cela permettrait de faire revivre la pensée bio de base d'avoir des domaines agricoles polyvalents avec des cycles d'éléments nutritifs quasiment refermés.

Adrian Frei
Rümlang ZH

Envoyez-nous vos lettres de lecteurs et vos propositions de thèmes pour la rubrique «Je vous le dis» à redaktion@bioaktuell.ch. Les contributions publiées sous la rubrique «Je vous le dis» sont payées 150 francs.
